

- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, région « Afrique subsaharienne » consistent à appuyer les secteurs clés de l'accès à l'éducation de base ainsi que la protection de la biodiversité suivant une approche de développement local, au bénéfice de la population.
- (6) L'action intitulée « Améliorer la qualité et l'équité du système éducatif au Tchad (AQUEDUCT) » vise à assurer l'accès à l'éducation formelle (cycle moyen) et non-formelle dans quatre régions du Tchad.
- (7) L'action intitulée « NaturA Tchad » vise à appuyer la protection de la biodiversité et des écosystèmes au Tchad, en renforçant la gouvernance nationale des aires protégées, la lutte contre l'exploitation et le trafic illicite des ressources naturelles, ainsi que leur exploitation durable et inclusive.
- (8) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (9) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'action.
- (10) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.

À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁵ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (11) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (12) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (13) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

⁴ Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République du Tchad pour la période 2021-2027, C(2021) 9104 final du 14.12.2021.

⁵ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.